

# Comment remédier à « La peur des risques effrayants »

**Respectable Loge, Locarno 28, Orient de Paris, Région 13**

**Mots-clefs : Peur, Société, Humanisme, Démocratie**

La « peur des risques effrayants » : un phénomène social qui interroge l'individu

La crise sanitaire est mondiale, mais elle est également en chacun de nous. Elle est sanitaire, sociale, économique, elle s'entend au niveau de la nation mais elle interroge au niveau de l'individu.

Dans cette période de doute et d'incertitude, comment l'action individuelle est-elle inscrite dans la société d'aujourd'hui mais également dans celle de demain ?

La société doit être en recherche de nouvelles manières de pensée, de faire, développer de nouvelles solidarités ou organisations sociales. L'homme doit encore faire preuve d'adaptabilité, de création.

Etre confiné est angoissant, plus de projet, plus de prévision, un agenda muet...Féconde à la méditation diront les plus optimistes ou propice à toutes les dérives, au développement de la haine et du repli sur soi. L'angoisse dans ces temps incertains où rode la mort est mère naturelle de l'irrationnel.

De ce virus naissent des peurs. Nous vivons le principe psychologique du « FEAR OF DREAD RISKS », c'est-à-dire la peur des risques effrayants. Dans notre société actuelle, nous ne pouvons pas accepter la mort de masse par une maladie que l'on pense pouvoir combattre. Nous n'acceptons plus de faire le choix d'un mort plus qu'un autre, d'où les mesures sanitaires prises, dont l'arme ultime serait le confinement avant une vaccination de masse.

L'exceptionnel est un révélateur social

Cette crise est mondiale et affecte d'une même manière tous les humains. Cette fois-ci nous nous sommes demandé en tant que français « comment cela se passe-t-il ailleurs ? ». C'est donc une crise qui transcende les frontières : d'une part parce que le virus n'en a pas et d'autre part car cette crise nous touche directement, qu'elle est chez nous ! Ainsi elle nous fait prendre conscience que de nos jours, les crises sont des réalités globales avec des effets se diffusant partout.

Notre nation est ainsi soumise à des choix politiques, parfois contradictoires et souvent critiqués mais pris dans des conditions exceptionnelles. La crise sanitaire a modifié notre perception et a révélé brutalement des problématiques qui avaient récemment émergé de divers mouvements contestataires comme les gilets jaunes et que l'on peut résumer comme le résultat : d'une part, une succession de politiques de restrictions budgétaires ces dernières décennies, restrictions prises pour répondre à la dictature du remboursement de la dette ; d'autre part, de déséquilibres de plus en plus visibles entre les territoires et les populations, entre riches (voire ultra-riches) et la grande majorité de nos concitoyens.

La crise a ainsi mis en avant des acteurs et des professions peu considérés, souvent les moins bien rémunérés et qui pourtant ont assuré les actes de la vie quotidienne indispensables au maintien de notre vie collective. Tous ces petits métiers qui avaient protesté face à leur dévalorisation sociale et leur appauvrissement.

Enfin, elle relance la crise de confiance dans l'Etat et ses relais politiques. La gestion de la crise passe par des privations de libertés individuelles pour préserver la santé publique et ses acteurs. Le confinement a été accepté par une grande majorité de la nation pour remplir cette mission, mais il a aussi révélé des attentes plus fortes en matière de démocratie représentative.

Le remède : encore et toujours l'humanisme

Des solutions existent. Recentrer le vivre ensemble sur l'Être humain et l'universalité de la condition humaine, repenser les régulations étatiques dans les secteurs liés aux besoins vitaux de la Nation et du citoyen afin d'obtenir une cohésion sociale et nationale. Les salaires doivent être dignes et permettre un bon équilibre de vie, ainsi, réfléchir à des formes nouvelles de revenus universels. Le logement doit être garanti pour tous. Le développement du territoire doit être harmonieux sans création de déséquilibres économiques ou médicaux par exemple. L'éducation doit être au cœur du projet commun et égalitaire. Trop d'inégalités sont visibles dans ce domaine. L'enseignement républicain doit être le seul soutenu par la collectivité.

Les principes de la République doivent être réaffirmés. Il ne faut aucun compromis sur la Laïcité et sur le principe de séparation des cultes et de l'Etat.

Le citoyen doit être conscient d'être libre tout en étant capable d'agir collectivement. Il faut renforcer la participation citoyenne sur les grands débats de société. Les institutions et les systèmes doivent être compétents et régulés tout en restant souples et ouverts.

Notre société de consommation excessive, dictée par notre modèle économique qui tend vers toujours plus de profits devrait se raisonner et aller vers une société de préservation, de protection, de solidarité et de partage.

Hiérarchiser les priorités, c'est promouvoir partout sur la planète un modèle économique et social fondé sur les valeurs énoncées dans la Déclaration des Droits de l'Homme : « Les Hommes naissent et demeurent égaux en droits ». C'est aussi façonner des citoyens cultivés, éduqués, faisant preuve de discernement, d'esprit critique, des citoyens éclairés imperméables aux fausses vérités, ouverts au monde et à autrui.

Ce doit être aussi un citoyen libre. Quant Chateaubriand déclare que « sans la liberté il n'y a rien dans le monde », il exprime cette vérité que sans la liberté, il n'y a pas de société politique, seulement le néant de ces individus isolés auquel l'État, porté à l'autoritarisme et à l'ordre moral, a cessé d'appartenir.

**Le consensus démocratique est au cœur des solutions, même dans les situations exceptionnelles**

Dans un système démocratique comme en France, le consensus est par définition la pierre angulaire puisque c'est grâce à lui que les volontés s'expriment et finissent par aboutir à des actes devant satisfaire au plus grand nombre. C'est ce qui fonde l'action de l'Etat et permet aux français de pouvoir faire société. Notre modèle français doit donc réussir à élargir et porter la notion de bien commun au plus grand nombre, pour ne faire véritablement le « bien public ». Il faut construire un consensus qui est le compromis qui fédère le plus d'opinions positives.

C'est ainsi que cette crise universelle sanitaire – mais pas seulement sanitaire – sera combattue.

Toutefois, il ne faut pas oublier, pour le jour d'après, les mots du docteur Rieux dans *La Peste* de Camus :

*« Il savait que le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais...et que peut être le jour viendrait où pour le malheur et l'enseignement des hommes, la peste réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse. »*

La recherche d'un consensus démocratique est la seule garantie d'une réponse efficace et équitable aux troubles personnels et sociaux causés par une situation exceptionnelle, même d'une gravité inhabituelle et appelant des solutions urgentes.